Col. Jacques Baud : L’Occident se réveille enfin ?

#Nima

Bonjour à tous. Aujourd’hui, nous sommes le lundi 29 décembre 2025, et notre cher ami, le colonel Jacques Baud, est avec nous. Bon retour parmi nous, colonel.

#Jacques

Salut, Nima. Merci de m’avoir invité à nouveau. Je suis heureux d’être de retour dans ton émission.

#Nima

Permettez-moi de commencer, Colonel, par ce qui se passe avec votre affaire au sein de l’Union européenne. Quelles sont les dernières nouvelles ? Que se passe-t-il avec votre affaire ?

#Jacques

Eh bien, pour l’instant, il ne se passe pas grand-chose, car, évidemment, nous sommes en période de fêtes et la plupart de l’administration est plus ou moins à l’arrêt. Donc rien ne bouge vraiment. Mais je suis toujours sous sanction, bien sûr. Cela signifie que tous mes comptes bancaires dans l’ Union européenne sont gelés. Je n’ai accès à aucun système de paiement dans l’UE, ce qui veut dire que je ne peux pas acheter de nourriture, par exemple. Je ne peux pas commander à manger ni payer avec une carte bancaire ou en ligne — peu importe. J’ai encore des comptes bancaires en Suisse, mais tous les paiements que j’essaie d’effectuer depuis la Suisse vers l’UE sont également bloqués à cause des banques de compensation. Le problème, c’est que, selon les sanctions qui me sont appliquées, personne n’a le droit de me fournir la moindre ressource — c’est-à-dire qu’aucune banque, aucune institution, personne n’a le droit de me fournir quelque ressource que ce soit.

Et le mot « ressource » n’est pas vraiment défini. Par exemple, hier, une amie à moi a essayé d’ acheter de la nourriture en Suisse pour la faire livrer chez moi. Elle a commandé de la nourriture en Belgique pour une livraison à domicile. Elle a pu passer la commande, mais le paiement a été bloqué. Je veux dire, elle n’a même pas pu m’acheter de la nourriture depuis la Suisse. Voilà jusqu’ où vont les sanctions. Comment savent-ils que c’est pour vous ? Eh bien, apparemment, elle a dû indiquer mon adresse de livraison — mon adresse personnelle — ou peut-être mon numéro de téléphone pour qu’ils puissent m’informer quand la commande serait prête ou quelque chose comme

ça. C'est probablement la raison, car elle a essayé avec différentes cartes bancaires et cela n'a toujours pas fonctionné. Très probablement, c'est parce que toute livraison à mon domicile est interdite.

Donc, même si les fonds viennent de Suisse, voilà la situation. Maintenant, bien sûr, les gens ont compris ce qui m'arrive, et certains m'apportent de la nourriture. Ils apportent la nourriture directement à Bruxelles, car sinon je n'aurais aucun moyen d'en obtenir. Voilà la situation actuelle. Bien sûr, on pourrait dire que je pourrais probablement retourner en Suisse, puisque là-bas mes comptes ne sont pas gelés. Mais il y a deux problèmes. Le premier, c'est que, selon les sanctions, je n'ai pas le droit de voyager dans l'Union européenne — ce qui signifie que je n'ai même pas le droit de retourner dans mon propre pays. Je pourrais y retourner, mais il me faudrait demander une sorte d'exemption ou d'exception, si l'on veut, juste pour pouvoir y aller. Mais ensuite vient le deuxième problème.

Si j'étais dans mon pays, je ne pourrais pas revenir à l'endroit où je vis. C'est donc un dilemme. À ce stade, je ne sais pas si la Suisse prend des mesures ou entretient un dialogue avec l'UE pour résoudre mon problème. Ce que nous savons, c'est que la Suisse était au courant de l'affaire avant que je sois inscrit sur la liste des sanctions, mais elle n'a pas réagi, elle ne m'a pas informé et elle n'a pas compris les conséquences de cela. Apparemment, ils se sont maintenant rendu compte que l' affaire est plus grave qu'ils ne le pensaient. Ils semblent avoir compris qu'il est temps de se réveiller un peu. Mais je n'ai aucune indication que cela ait produit le moindre résultat. J'ai été en contact avec un avocat qui essaiera de me joindre, car cela pourrait être possible.

J'ai parlé des voyages. J'ai dit qu'il était possible d'obtenir une dérogation ou une exception pour voyager dans un seul sens vers mon pays. Mais il existe aussi une dérogation que l'on peut demander pour des raisons humanitaires — comme pour acheter de la nourriture, par exemple. Je dois faire une demande à l'UE, et ils doivent l'approuver simplement pour que je puisse me nourrir. Et bien sûr, puisque toutes les administrations sont fermées maintenant, l'UE est à l'arrêt. En conséquence, je n'ai aucune dérogation à ce stade et absolument aucune ressource. Voilà donc la situation. Et c'est une situation qui devient une véritable source d'inquiétude pour les Européens. Je reçois de plus en plus de soutien de partout.

Beaucoup de gens, surtout en Allemagne, sont extrêmement préoccupés par la situation. Au-delà du fait qu'il s'agit de la liberté d'expression, de la liberté d'opinion, de la liberté de circulation, de la propriété privée et d'autres choses de ce genre, il existe aussi un problème institutionnel au sein de l' UE. Les sanctions de l'UE sont en réalité conçues pour viser des personnes situées en dehors de l' Union. C'est pourquoi, par exemple, selon ces sanctions, je ne suis pas autorisé à entrer dans l'UE. Mais en réalité, je vis dans l'UE. C'est là que l'on voit cette contradiction : je ne suis pas autorisé à entrer.

Et bien sûr, puisque je suis ici, je subis tous les problèmes liés à l'appartenance à l'UE. Mais le problème, c'est que ces sanctions ont été conçues comme une mesure de politique étrangère pour l'

Union européenne. Et comme le montre mon cas, ces mesures ne sont pas seulement des instruments de politique étrangère — elles sont aussi devenues des instruments de politique intérieure. Et cela suscite des inquiétudes, car nous nous retrouvons dans une situation similaire à celle que nous avons connue, en fait, pendant la guerre froide avec le KGB, qui était chargé à la fois de la sécurité extérieure et intérieure. Cela signifie qu'une même institution traite, sans distinction, les deux types de menaces. Traditionnellement, dans nos démocraties, comme pendant la guerre froide, nous avions des moyens distincts pour faire face aux menaces extérieures et aux menaces intérieures.

C'est pour cela qu'il existait des services de renseignement étrangers et des services de renseignement intérieurs. C'est pour cela qu'il y avait une armée pour faire face aux menaces extérieures et une police pour gérer les menaces intérieures. Ainsi, dans les démocraties traditionnelles, nous avons tendance à distinguer l'ennemi extérieur de ce qui se trouve à l'intérieur du pays, ce qui n'est généralement pas considéré comme un ennemi en soi. Et maintenant, avec ces sanctions de l'UE, la frontière entre les menaces extérieures et intérieures s'est estompée — entre la sécurité extérieure et la sécurité intérieure. C'est une source majeure d'inquiétude, au-delà du fait que tout cela ignore manifestement les droits humains fondamentaux, car, comme je vous l'ai expliqué, je n'ai même pas le droit de subvenir à mes besoins, puisque la Belgique applique la règle de l'UE sans même la remettre en question. En conséquence, nous sommes confrontés ici à plusieurs niveaux de problèmes.

Le plus fondamental — le plus basique et essentiel — est bien sûr celui des libertés fondamentales que l'on est censé pouvoir exercer dans les sociétés démocratiques : la liberté d'expression et tout ce qui s'y rattache. Mais il y en a un second, qui concerne cette frontière floue entre l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur. Ce n'est pas quelque chose de totalement nouveau, car après le 11 septembre aux États-Unis, le Patriot Act a lui aussi brouillé la distinction entre ces différents types de menaces. Avant le Patriot Act, la CIA, par exemple, n'était pas autorisée à opérer sur le territoire américain. Les menaces intérieures, y compris le contre-espionnage, la contre-intelligence, ou toute autre forme de contre-mesure, relevaient du FBI. Les deux agences avaient des fonctions très distinctes et des domaines d'action différents, pour le dire simplement.

Mais avec le Patriot Act, ils ont commencé à brouiller la frontière et ont permis, par exemple, à la NSA ou à d'autres agences d'exercer une certaine forme de pouvoir sur le territoire des États-Unis, parce qu'ils considéraient le terrorisme comme une menace pour le pays. Et nous assistons au même type d'évolution au sein de l'Union européenne. Le problème, c'est que je ne suis pas un terroriste. Je n'appartiens à aucune organisation terroriste ou criminelle. Je n'ai enfreint aucune loi de l'Union européenne, ni d'aucun pays membre. Pourtant, je suis privé de la liberté de circulation, de la liberté d'expression — de toute liberté, en somme — sans aucun jugement. Je n'ai pas le droit de me défendre ni quoi que ce soit de ce genre. Et tout cela vient du fait que nous avons confondu la manière de traiter les menaces étrangères et les menaces intérieures. Voilà un peu le problème auquel je suis confronté.

Maintenant, évidemment, les gens commencent à comprendre cela, et ils comprennent le problème que mon cas met en évidence. Et, en fait, pour donner un exemple de la manière dont mon cas a été pris au sérieux — au parlement allemand, le Bundestag — je figure sur une liste d'entités sanctionnées, environ soixante entités, individus et organisations, ou peu importe. Mais au parlement allemand, les questions posées au gouvernement, au gouvernement allemand, étaient simplement : pourquoi avez-vous accepté la sanction contre Jacobo ? Ils n'ont mentionné aucune des autres entités de la liste, seulement mon cas, parce que le mien est précisément l'indicateur d'un changement majeur au sein de l'Union européenne, où l'on commence à considérer ses propres citoyens comme s'ils étaient des ennemis.

Et vous les traitez comme s'ils étaient des ennemis. C'est la raison pour laquelle cette affaire est extrêmement grave et va bien au-delà de cela. Je parle de l'aspect sécuritaire. Encore une fois, je mets de côté toutes les questions de droits humains et tout le reste, qui sont évidemment claires. Mais, comme je l'ai dit, cela va au-delà de cela, et c'est là le problème. C'est pourquoi beaucoup de gens aujourd'hui — surtout en Allemagne, comme je l'ai mentionné, mais pas seulement là-bas — nous avons des personnes en Italie, dans des pays d'Europe de l'Est comme la Bulgarie, la Roumanie et la Pologne, ainsi que dans le sud de l'Europe, comme le Portugal et l'Espagne. Beaucoup de gens ont exprimé leur inquiétude et leur soutien à mon égard. Et bien sûr, en Suisse, ce soutien est très fort. Voilà un peu la situation.

Nous avons exprimé nos inquiétudes, mais évidemment, en ce moment, à cause de la période des fêtes, il ne se passe rien de particulier. Cependant, la mobilisation et le soutien grandissent. C'est là l' avantage : de plus en plus de personnes signent des pétitions pour moi et envoient des lettres aux gouvernements — celui de la Belgique, de la France, de la Suisse, ainsi qu'à l'Union européenne. Beaucoup de gens agissent. Et la raison de ce soutien massif et de cette inquiétude de la part du public — évidemment, comme je l'ai dit, elle a des causes institutionnelles — mais elle a aussi, bien sûr, une dimension humanitaire comme déclencheur, car les gens comprennent que lorsque l'on prive des personnes de nourriture, on atteint le point le plus bas possible. Et c'est précisément à ce niveau que les gens comprennent aujourd'hui l'Union européenne.

C'est tout le problème. Je peux comprendre que mon inclusion sur la liste ait pu être une erreur. Ils ne se sont pas rendu compte qu'ils me plaçaient sous sanctions pour des raisons de politique étrangère. Et encore une fois, au sein du Conseil de l'Union européenne, qui a pris la décision, ce sont les ministres des affaires étrangères qui ont tranché. C'est donc clairement une décision de politique étrangère. Il est probable qu'ils n'aient pas réalisé que j'étais inclus. Ce n'est peut-être qu' une erreur de m'avoir mis sur la liste. Je ne peux pas écarter cette idée, même si… Mon nom aurait apparemment été ajouté à la liste par le gouvernement français. Et si les Français disposaient de renseignements sérieux, ils sauraient que je vis en Europe. Il en va de même pour la Belgique, puisque je suis enregistré en Belgique.

Je ne suis pas un clandestin. Je suis un résident enregistré en Belgique, et la Suisse aurait dû le savoir, car apparemment le gouvernement français a consulté la Suisse au préalable. La Suisse le

sait, puisque je suis également enregistré auprès de mon ambassade ici en Belgique, donc ils auraient dû savoir que je vis en Europe. Tout cela montre que, quelle qu'ait été la raison ou quelles qu'aient été leurs considérations pour m'inscrire sur la liste, ils ont eu une très mauvaise compréhension des conséquences. Tout indique un processus de prise de décision très confus pour m'ajouter à la liste. Et c'est la leçon à tirer de tout cela — et probablement l'argument que nous utiliserons pour tenter de convaincre l'Union européenne de me retirer de la liste.

C'est probablement ce que mes avocats feront. Mais cela montre de toute façon la faiblesse des institutions européennes. Et en Suisse même, cela a bien sûr un impact considérable pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que les Suisses ne sont pas habitués à voir un citoyen suisse — surtout quelqu'un qui a servi le gouvernement suisse et qui n'a jamais été condamné pour quoi que ce soit — soudainement accusé sans aucune réaction de la part du gouvernement suisse. C'est quelque chose qui choque les citoyens suisses. Il y a donc beaucoup de comités et de personnes qui lancent des pétitions et essaient de collecter de l'argent, car dans l'Union européenne, il n'est pas permis de collecter de l'argent pour moi.

L'ensemble de la procédure juridique qui pourrait m'aider à résoudre la situation est extrêmement coûteuse, car, encore une fois, nous ne sommes pas dans un processus juridique normal. Nous sommes dans un processus politique. Comme je l'ai expliqué à de nombreuses reprises, la décision n' est pas de nature juridique. Je n'ai jamais été condamné par aucun tribunal pour cela. Il s'agit purement d'une décision politique prise par le Conseil européen des ministres des Affaires étrangères. Point final. Je n'ai pas été informé à l'avance. Je n'ai eu aucune possibilité de me défendre. Je n'ai eu aucune possibilité d'expliquer ma situation. Je n'ai eu aucune possibilité d'avoir un avocat au préalable. Vous savez, dans une procédure normale, lorsque vous êtes accusé de quelque chose, vous comparaissez devant un tribunal et vous pouvez expliquer votre cas.

On vous informe des motifs qui sont retenus contre vous. Vous avez un avocat qui veille à ce que la loi soit correctement appliquée et que tout suive la procédure légale normale. À la fin du processus, une décision est prise pour déterminer si vous êtes puni ou non. Et si vous l'êtes, cela peut être, disons, un mois de prison ou de détention, ou autre chose. Dans mon cas, c'est exactement l' inverse. Ils ont d'abord pris la décision, et maintenant je dois plaider ma cause devant une juridiction qui peut ou non être en mesure d'obliger le Conseil de l'Union européenne à la modifier. Vous voyez, c'est exactement le contraire d'une procédure régulière dans un système démocratique.

C'est exactement le contraire de ce que l'on devrait avoir dans une démocratie. Cela soulève évidemment certaines questions. En tout cas, en Suisse, beaucoup de gens essaient d'agir au niveau politique. Et il y a aussi un deuxième niveau en Suisse, car pour l'instant, comme vous le savez, la Suisse ne fait pas partie de l'Union européenne. C'est pourquoi les gens ont le droit de collecter de l' argent en Suisse pour moi. Mais le gouvernement souhaite se rapprocher de l'Union européenne et veut signer un accord de coopération avec elle. Et maintenant, beaucoup de personnes s'y opposent, car elles pensent qu'une trop grande proximité avec l'Union européenne restreindrait certains droits démocratiques en Suisse.

Comme vous le savez, en Suisse, la décision finale revient toujours au peuple. Le peuple vote quatre fois par an sur diverses questions — des questions locales, cantonales (le "canton" étant l'équivalent de l'État en Suisse) et fédérales. Tous les trois mois, les citoyens suisses sont appelés à se prononcer sur une série de sujets — peut-être dix ou quinze — qui peuvent aller de l'achat d'un nouveau système d'armes majeur, comme un avion de chasse, à l'extension d'une autoroute, la construction d' un pont, ou encore la ratification de traités ou d'autres affaires. Ainsi, le citoyen suisse doit aller voter tous les trois mois sur ces questions.

Et ce sont eux qui décident — le peuple décide. En Suisse, même le peuple décide de ses propres impôts. Parce qu'au final, on leur demande : « D'accord, si nous achetons cela, il faudra augmenter l' impôt. Acceptez-vous ou non ? » Et le peuple peut accepter ou refuser. Par exemple, on a demandé au peuple suisse s'il souhaitait ajouter une semaine de vacances obligatoire supplémentaire chaque année. Normalement, selon la loi, dans toute entreprise ou tout emploi, vous avez droit à trois semaines de vacances par an. C'est la norme ; c'est obligatoire par la loi. L'entreprise peut en offrir davantage, mais elle ne peut pas en offrir moins, sauf si vous y consentez. Elle ne peut pas exiger que vous n'ayez que deux semaines de vacances — le minimum est de trois semaines.

Et récemment, le peuple suisse a dû décider s'il voulait ou non avoir quatre semaines de vacances. Ils ont décidé que non, ils ne voulaient pas d'une semaine de vacances supplémentaire, car cela réduirait la compétitivité des entreprises et des sociétés, et tout ce qui s'y rattache. Le citoyen suisse a l'habitude de se prononcer sur des questions très importantes qui ont un impact direct sur sa propre vie, et il souhaite conserver ce droit. C'est ainsi que fonctionne la démocratie suisse. Mais si la Suisse faisait partie de l'Union européenne, alors les lois de l'UE primeraient sur les décisions prises en Suisse même, ce qui signifierait que les droits de vote des citoyens suisses seraient en grande partie violés — voire essentiellement abolis.

Je veux dire, ils pourraient probablement voter sur certaines questions, mais en substance, pour les questions essentielles, les décisions seraient prises à Bruxelles par des personnes qui ne sont pas vraiment élues et qui n'ont aucune connaissance de la situation en Suisse. En conséquence, il y a une forte résistance à la signature de cet accord avec l'UE. Et maintenant, mon cas arrive comme la cerise sur le gâteau, parce que les gens disent : eh bien, si c'est ça l'UE, alors évidemment nous ne voulons pas nous en rapprocher. Parce que ce n'est pas le genre de société que nous voulons — une société où l'on peut priver un citoyen de sa liberté, de sa liberté de mouvement, de ses droits, voire de son droit à se nourrir. Ce n'est pas la société que nous voulons.

Et le gouvernement suisse maintenant — parce que le gouvernement actuel est favorable à la signature de cet accord — voit se développer un vaste mouvement en Suisse, disant non, ce n'est pas acceptable. Le cas de Nima Alkhorshid est devenu un exemple tel que les gens disent : nous ne voulons pas de ce genre de société. Ainsi, le gouvernement, qui n'avait pas réagi lorsqu'il a été informé que je figurerais sur la liste des sanctions, se retrouve piégé par cette décision. Et maintenant, il se rend compte que c'était une erreur. Je ne sais pas exactement ce qu'ils font pour

résoudre le problème. Je n'en ai aucune idée. J'ai entendu quelques rumeurs, mais rien de plus. En tout cas, cela signifie que la situation est devenue inconfortable pour tout le monde — pour l'Union européenne, parce que cela montre que l'UE peut, sans aucun jugement, priver n'importe quel citoyen de ses droits humains fondamentaux, sans tribunal, sans possibilité de se défendre.

Cela montre une faille dans le système, car on peut utiliser des mesures de politique extérieure ou étrangère pour traiter des « problèmes » de politique intérieure. Et quand je dis « problèmes », cela devrait être entre guillemets, car la propagande — ce dont on m'accuse, faire de la propagande — n' est un crime dans aucun pays européen, pas même dans l'Union européenne. Il n'existe aucune loi qui interdise de faire de la propagande. Et d'ailleurs, je ne suis pas un propagandiste. Je l'ai dit à de nombreuses reprises : au contraire, je suis connu pour ne pas faire de propagande. Mais c'est un autre sujet. Même si j'étais un propagandiste, cela ne serait pas interdit par la loi. Ils m'ont aussi accusé d'avoir été interviewé dans des émissions pro-russes.

Alors, qu'est-ce qu'un programme pro-russe ? DialogueWorks est-il un programme pro-russe ? Vous voyez, tout cela. Et même si l'on pouvait définir votre programme comme pro-russe, il n'existe aucune loi qui empêche ou interdise à quelqu'un d'être interviewé dans un tel programme. Et quand ils disent que je fais de la propagande ou que j'organise de la désinformation — une désinformation « attribuée à la Russie », c'est-à-dire qu'ils ne savent même pas si c'est pour la Russie — ils l' attribuent simplement à la Russie, mais ils n'en ont aucune certitude. Vous voyez donc, toute l' accusation n'est qu'une pure fantaisie, de A à Z. Elle ne repose sur aucun fondement juridique. Et en plus de cela, cela révèle des failles fondamentales dans la politique intérieure comme dans la politique étrangère — comment dire ? — cette confusion entre les mesures de politique extérieure et intérieure. Et cela, c'est du côté européen.

Et maintenant, du côté suisse, ils se rendent compte que mon cas ne fait qu'aider ceux qui sont contre l'Union européenne, ce qui est exactement le contraire de la politique du gouvernement. Nous sommes donc dans une situation perdant-perdant, en réalité. Et bien sûr, moi aussi je perds dans ce cas. Mais au-delà de cela, tous ceux qui ont pris la décision, ou qui y ont participé ou contribué d'une manière ou d'une autre, perdent également. C'est donc une situation perdant-perdant. Et cela montre aussi — eh bien, la qualité est quelque chose que j'ai critiqué à de nombreuses reprises à propos de divers conflits. Je dirais que c'est le point commun entre tous les conflits que nous avons vus au cours des vingt-cinq dernières années environ : le manque de cohérence dans la prise de décision. En fait, nous avons tendance à prendre des décisions simplement en fonction de la direction du vent, ou quelque chose de ce genre, parce qu'elles ne sont pas fondées sur des faits.

Et quand les gens prennent des décisions, ils ne prêtent vraiment aucune attention aux faits. Mon cas en est un bon exemple — enfin, un exemple typique, pardon, un bon exemple. C'est exactement là où nous en sommes. Voilà un peu le niveau de la situation. Bien sûr, c'est une source d'inquiétude pour moi. Heureusement, ici en Belgique, les gens sont absolument formidables. Ils se sont mobilisés pour m'apporter de la nourriture, me la livrer chez moi et des choses comme ça. J'ai donc vu ici un très fort mouvement de solidarité, et c'est extrêmement précieux. Je veux dire, cela aide

beaucoup à affronter cette situation, et cela aide aussi physiquement, car sinon je ne pourrais tout simplement pas avoir accès à la nourriture. Voilà, c'est à peu près la situation.

#Nima

Carl, avec ce qui se passe aujourd'hui en Europe, penses-tu qu'ils en arrivent à un point où la situation en Ukraine devient intenable pour eux ? Ou bien crois-tu qu'ils veulent poursuivre la guerre aussi longtemps que possible, en espérant qu'après, tu sais, l'administration Trump, quelqu'un d' autre arrive au pouvoir à Washington et qu'ils puissent continuer avec la même vieille politique en Ukraine ?

#Jacques

Eh bien, ils vont probablement continuer ainsi. Mais voyez-vous — et nous en avons parlé dans votre émission il y a quelques mois — lorsque le chef d'état-major français n'a pas exactement menacé, mais soulevé la question d'une menace russe, en disant que d'ici quelques années la Russie attaquerait la France, viserait la France et tout cela. Et maintenant, vous avez Tulsi Gabbard, qui vient de dire que tout cela n'est que mensonges et propagande. La Russie n'a absolument aucune intention d'attaquer l'Europe. Elle n'a même pas les moyens d'attaquer l'Europe. Et comme certaines personnes l'ont dit dans votre émission, même si la Russie voulait attaquer l'Europe, elle n'aurait probablement pas les ressources nécessaires pour l'occuper. Parce que, vous savez, atteindre Paris est une chose, mais ensuite il faut occuper le territoire — et vous comprenez cela.

#Nima

Colonel, quand on regarde la taille du pays et sa population, c'est impossible.

#Jacques

Exactement. C'est exactement cela. Je veux dire, c'est pour cette raison que ces types d'évaluations faites par le ministre français des Affaires étrangères, le chef d'état-major français et d'autres au Royaume-Uni, en Allemagne, et ainsi de suite — ces évaluations ne sont que des mensonges et de la propagande, comme l'a dit Tulsi Gabbard. Et maintenant, certaines personnes changent d'avis. Vous avez vu le président finlandais dire que la Russie ne représente aucune menace. Désormais, le chef des services de renseignement estoniens affirme que la Russie n'a aucune intention d'attaquer les États baltes. Nous avons donc vu beaucoup de gens faire marche arrière sur cette question. Mais tout cela illustre exactement ce que j'ai dit auparavant : l'Europe a, en réalité, un problème de prise de décision irrationnelle.

Parce que, vous savez, on ne peut pas dire que la Russie va nous attaquer, qu'il faut se réarmer, construire ceci, doubler le budget de la défense et tout le reste — puis, quelques semaines plus tard, dire : « Eh bien non, tout cela était absurde. » Ce n'est pas possible. Cela signifie que l'évaluation

initiale était extrêmement mauvaise, et cela montre exactement la qualité de la prise de décision que nous avons en Europe. Vous voyez ? Et c'est, je pense, la principale menace pour l'Europe aujourd'hui. Ce n'est pas tant la Russie, la Chine, l'Iran ou qui que ce soit d'autre — le problème que nous avons en Europe, c'est le manque de leadership. C'est le problème majeur. Les gens ne sont pas capables d'évaluer les questions telles qu'elles sont ; ils fondent leurs jugements sur leurs propres perceptions, et non sur la réalité des problèmes.

Et c'est quelque chose que j'ai déjà mentionné dans tous mes livres, en fait, depuis le tout début. Ils se sont convaincus que la Russie était faible, et maintenant il apparaît qu'elle est forte. Le ministre français de l'Économie, le 1er mars 2022, a déclaré que l'objectif des Européens était de faire s'effondrer la Russie, et qu'elle s'effondrerait en quelques semaines. C'était le 1er mars 2022. Et maintenant, on voit que, bien que la croissance en Russie ait un peu ralenti, la Russie affiche tout de même une meilleure croissance du PIB que les pays européens — pas beaucoup meilleure, mais tout de même meilleure. Nous sommes donc exactement à l'opposé de ce que disaient auparavant les Européens.

Ils nous disaient depuis quatre ans que les Russes n'avaient plus de chars, plus de missiles — qu'ils n'avaient de quoi tirer que pour le mois suivant, et qu'ensuite tout serait terminé. Ils affirmaient que les soldats russes étaient incapables, qu'ils désertaient, et ainsi de suite. Et nous voyons que c'est exactement le contraire qui se produit. Même la direction ukrainienne — je veux dire, la direction militaire — a reconnu que les Russes ne sont pas aussi faibles que les Européens le prétendaient. Nous voyons donc que toute la prise de décision, c'est là le danger, comme je l'ai toujours dit. Cela ne me dérange pas si quelqu'un dans la rue — des gens que vous connaissez, vos amis, n'importe qui — pense que les Russes sont faibles. Je ne suis pas Russe ; je me moque un peu de ce que les gens pensent. Le problème, c'est quand le décideur commence à fonder ses décisions sur ce genre de fantasme.

Parce que lorsqu'on prend une décision qui a évidemment des effets à long ou moyen terme, il faut disposer d'une évaluation appropriée. On ne peut pas fonder son jugement sur des illusions. Et ce que nous avons vu en Europe au cours des quatre dernières années n'est rien d'autre que des illusions. Bien sûr, vous posez la question de l'Ukraine, mais en réalité, on observe exactement la même chose lorsqu'on parle de la Syrie, de la Palestine ou de l'Iran. C'est le même schéma. Les gens ne fondent pas leur jugement ou leur évaluation sur la réalité des faits ; ils se basent sur leur propre perception des choses. Et ce qu'a déclaré publiquement le chef d'état-major français l'illustre parfaitement, car il a donné une description très précise de ce qui pourrait se produire dans les quatre prochaines années environ.

Et apparemment, si l'on écoute les services de renseignement américains — qui ne sont sans doute pas favorables à la Russie, mais au moins plus professionnels — ils disent exactement le contraire. Voilà précisément le problème que nous avons. Je n'arrive même pas à trouver les mots pour décrire cela. C'est tout simplement un scandale que nous ayons des personnes que nous payons pour prendre des décisions, pour évaluer la situation, et qu'au lieu de faire des analyses professionnelles

et de fonder leurs décisions sur des faits réels, elles interprètent les faits pour qu'ils correspondent à leur jugement. Elles portent d'abord un jugement, puis ajustent les faits pour qu'ils s'y conforment, au lieu de fonder leur jugement sur les faits. Et c'est pour cela que les choses n'avancent pas. Et c' est, d'ailleurs, quand on parle...

#Nima

C'est exactement ce qui se passe avec ton affaire, d'ailleurs.

#Jacques

Exactement, oui, exactement. C'est exactement cela. Mais on peut aborder toute la question de l' économie. Vous savez, l'Union européenne demandait à l'Inde et à la Chine d'arrêter d'acheter des produits pétroliers à la Russie. Mais en même temps, au cours des quatre dernières années, l'un des principaux clients du gaz naturel liquéfié — le GNL — reste l'Union européenne. Donc, l'UE demande à d'autres pays d'arrêter d'acheter des produits russes, alors qu'elle-même continue d'en acheter. Vous voyez, nous sommes complètement… C'est ce genre de situation — à un prix bien plus élevé, d' ailleurs. Je ne sais pas exactement quel prix ils paient pour le GNL russe, mais il est certain que le prix qu'ils paient pour celui venant des États-Unis est bien plus élevé.

Le problème, c'est qu'au lieu d'appliquer une stratégie cohérente — en disant, d'accord, nous voulons isoler la Russie, donc nous arrêtons immédiatement, nous n'achetons plus rien — ils se rendent compte qu'ils ont encore besoin de certaines choses. Alors, ils demandent aux autres d' arrêter, mais pour eux-mêmes, ils peuvent attendre un peu. Vous voyez, c'est là que réside tout le problème. C'est cette incohérence constante. Le fait que l'Union européenne achète encore certains produits pétroliers à la Russie n'est évidemment pas quelque chose de rendu public. Nous le savons, car si l'on regarde les statistiques et les chiffres, on peut voir que c'est bien le cas. Mais bien sûr, l' UE ne le met pas en avant. Elle est bien plus prompte à demander à l'Inde d'arrêter d'acheter du pétrole — et c'est la même chose, bien sûr, avec la Chine.

Nous voyons donc ce type d'incohérence apparaître dans tout le discours qui circule actuellement en Europe sur de nombreux sujets. Personne ne remet en question la question des produits énergétiques bon marché. Et bien sûr, on souligne que nous sommes dépendants — que nous dépendons de la Russie pour l'énergie, pour le gaz et pour ce genre de choses. En réalité, l'Europe ne dépend pas de la Russie ; l'Europe dépend de l'énergie. L'Europe n'a pas la capacité de produire ses propres sources d'énergie, et dépend donc de ceux qui peuvent les lui fournir. Et nous constatons aujourd'hui qu'acheter aux États-Unis est bien plus cher qu'acheter à la Russie. Le contribuable paie la différence, mais c'est une politique vouée à l'échec, simplement pour pouvoir dire que nous ne voulons pas dépendre de la Russie, alors même que nous dépendons du gaz russe depuis les années 1980.

Et même pendant la guerre froide, la Russie n'a jamais cessé de livrer du gaz à l'Europe. Elle n'a jamais posé de conditions à cela. Il y avait un contrat, et les Russes ont respecté le contrat, point final. Ils ne sont jamais venus dire « Eh bien, si vous… », car évidemment, pendant la guerre froide, il existait des restrictions à l'exportation. Par exemple, dans les années 1980, lorsque les ordinateurs personnels ont commencé à être développés en Occident, surtout aux États-Unis, tous ces ordinateurs et cette technologie étaient sous embargo et ne pouvaient pas atteindre l'Union soviétique. Mais l'Union soviétique n'a jamais cherché à marchander le commerce du gaz contre d' autres types d'échanges. Elle ne l'a jamais fait.

Donc, ils n'ont jamais dit : « Eh bien, si vous ne nous fournissez pas d'ordinateurs, nous cesserons de fournir du gaz. » Ils ne l'ont jamais dit. Les Russes ont strictement respecté ce qui était prévu dans les contrats. Par conséquent, nous avons déjà plus de cinquante ans d'expérience montrant que les Russes respectent ce qu'ils ont signé. Ainsi, toute cette question de ne plus dépendre de la Russie est simplement une idée sortie de l'esprit de personnes comme Ursula von der Leyen et d' autres. Point final. Ce n'est qu'une perception, sans aucun fondement factuel. Et encore une fois, nous avons un autre exemple de cette direction politique apparue il y a environ quatre ou cinq ans en Europe — elle est devenue extrêmement émotionnelle dans son contenu et en aucun cas fondée sur des faits.

Et c'est exactement là où nous en sommes lorsque nous parlons du conflit en Ukraine. Les Américains s'en sont rendu compte dès novembre 2022 — ils ont compris qu'il n'y avait aucun moyen pour l'Ukraine de gagner cette guerre. Ainsi, dès novembre 2022, ils ont conseillé à Zelensky d'ouvrir la porte à des négociations avec les Russes. Les Américains l'avaient compris il y a deux ans, mais les Européens non. Ils y ont résisté. Et même aujourd'hui, ces négociations ont lieu. Bien sûr, Zelensky est extrêmement satisfait, car il a négocié avec les Européens, et tout le monde semble content de cette discussion interne.

Et maintenant, il en a discuté avec les États-Unis et l'Europe. Apparemment, il est satisfait des discussions, mais ils n'ont pas encore abordé la question avec les Russes — et les Russes sont précisément les acteurs clés de cette discussion. On peut être très heureux au sein de sa propre famille, mais la vraie question est : les Russes accepteront-ils cela ? Et c'est exactement là où nous en sommes. Encore une fois, nous sommes satisfaits de ce que nous avons. Nous avons pris une décision — nous voulons un cessez-le-feu, nous voulons une zone démilitarisée, nous voulons ceci et cela. Mais ils n'ont jamais demandé si les Russes l'accepteraient ou non. Ils vivent encore dans l' illusion que les Russes sont faibles et ne peuvent rien faire d'autre qu'accepter les conditions ukrainiennes.

Donc, encore une fois, malgré les efforts des États-Unis pour tenter de négocier une solution, les Européens s'en tiennent toujours à leur propre perception des choses et non à la réalité. Et c'est, je pense, précisément là que réside la faiblesse. Cela s'applique à tout, et c'est la raison pour laquelle nous avons tous ces problèmes. C'est aussi pourquoi, en réalité, malgré tous les discours affirmant

que l'OTAN ou l'Union européenne sortiront renforcées du conflit en Ukraine, ce n'est pas le cas. Nous voyons la fracture entre les États-Unis et le reste de l'OTAN. Les États-Unis constituent en fait la pierre angulaire de l'OTAN, car toute l'organisation repose sur le parapluie nucléaire américain — ce qui signifie que s'il y a une rupture entre les alliés européens et les États-Unis, toute la structure de l'OTAN s'effondre.

Il n'y a plus d'OTAN, et c'est la même chose pour l'Union européenne. Nous avons maintenant vu toute la question des avoirs russes, et de nombreuses personnes au sein de l'UE commencent à comprendre la nature du problème. Elles réalisent que saisir les avoirs russes est illégal. C'est exactement ce qu'a souligné le Premier ministre belge, ainsi que d'autres, en disant : « Eh bien, c'est illégal. » Il y a désormais une division au sein de l'Union européenne. Et même l'UE, pour continuer à soutenir l'Ukraine au lieu de chercher un véritable accord, doit contracter un emprunt pour fournir ces 90 milliards à l'Ukraine — ce qui signifie que l'Europe aggrave sa propre situation.

L'Ukraine aggrave sa situation. Si les Européens avaient accepté la proposition — je veux dire, vraiment accepté — et n'avaient pas empêché Zelensky de présenter sa proposition au début de 2022, la situation en Ukraine serait bien meilleure. L'Europe s'est donc mise dans une sorte de piège, car elle ne peut plus se retirer de ce qu'elle a promis à l'Ukraine. Par conséquent, c'est maintenant l' Europe qui s'est endettée pour payer quelque chose dont nous savons qu'il échouera, car ce que nous voyons sur le terrain n'est pas en faveur de l'Ukraine. En réalité, c'est en faveur de la Russie, même si la Russie n'avance pas assez vite, comme certains le diraient. Mais encore une fois, l' objectif des Russes n'a jamais été de gagner du territoire.

Et c'est exactement, d'ailleurs, ce qu'a dit Tulsi Gabbard. L'objectif des Russes n'est pas de prendre l' Ukraine. Leur but était de démilitariser. Or, on peut démilitariser par un traité — en disant, d'accord, au lieu d'avoir plusieurs centaines de milliers de soldats, vous n'en aurez que 100 000 ou moins. Je crois qu'en avril 2022, ils s'étaient mis d'accord sur une armée ukrainienne d'environ 80 000 hommes, ou quelque chose comme ça. En tout cas, la démilitarisation peut se faire de cette manière. Mais comme les Européens ont empêché un accord sur la démilitarisation, les Russes ont dit : d'accord, vous ne voulez pas d'accord, alors nous démilitariserons par la force. Et c'est exactement ce qui se passe. Mais ne vous y trompez pas.

Ce que font les Russes, c'est démilitariser l'Ukraine par la force — rien d'autre. Il ne s'agit pas de conquérir du territoire ; c'est simplement de démilitariser l'Ukraine. Et encore une fois, parce que les Européens étaient convaincus — et se sont convaincus eux-mêmes, en réalité — que l'objectif des Russes était de prendre du territoire, ils ont essayé de persuader Zelensky qu'il devait défendre chaque centimètre carré de l'Ukraine. En conséquence, beaucoup de gens meurent en défendant des parcelles de terrain que les Russes prendront de toute façon. L'Ukraine a, en réalité, gaspillé ses ressources humaines, son potentiel humain, et cela pèsera bien sûr sur l'économie, car au bout du compte, on ne peut pas être militaire en permanence.

Beaucoup de ces soldats qui meurent étaient autrefois des ouvriers, des ingénieurs, des enseignants ou d'autres encore. C'étaient les personnes qui faisaient réellement fonctionner l'économie. Ainsi, ce que les Russes font en démilitarisant l'Ukraine, ce n'est pas seulement détruire un potentiel militaire — c'est détruire le potentiel tout court. Et tout cela aurait pu être évité si les Européens avaient compris quels étaient les véritables objectifs des Russes en 2022. Mais non, ils n'ont pas voulu écouter les Russes. Ils se sont convaincus que l'objectif des Russes était de prendre le contrôle de l' Ukraine. Et ce n'est certainement pas ce que les Russes feront.

#Nima

Colonel, pour conclure cette session — pensez-vous que Donald Trump, car chaque fois qu'il parle de l'OTAN, il semble que l'OTAN soit autre chose, quelque chose de différent de ce que les États-Unis pensent ou ressentent ? Il dit même que l'OTAN achète des armes aux États-Unis, qu'il est payé pour ces armes, et que les États-Unis ne dépensent rien en Ukraine. Mais comment est-ce possible ? On n'a pas beaucoup entendu les dirigeants européens aller dans ce sens. Comment cela peut-il être compréhensible pour les Européens quand Donald Trump parle ainsi de l'OTAN ?

#Jacques

Eh bien, nous y voilà — nous devons comprendre comment l'OTAN fonctionne réellement. Le fait est que les pays européens ont investi de l'argent dans — pour le dire très simplement — une sorte de fonds destiné à financer l'achat d'armes. Or, au sein de l'OTAN, il existe l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition, basée au Luxembourg, qui est essentiellement chargée d'acheter l'équipement commun de l'OTAN. Elle est également responsable de l'harmonisation technologique de l'OTAN — les fameux « standards OTAN » — en matière d'armement, d'équipement, de logistique, etc. Ainsi, les pays européens ont maintenant versé de l'argent dans ce fonds et confié à la NSPA la mission d' acheter des armes.

Et bien sûr, la NSPA achètera ces armes sur le marché, ce qui signifie que, puisque le seul acteur majeur sur ce marché est les États-Unis, la NSPA achètera aux États-Unis. Ce qu'il faut comprendre, c'est que les États-Unis, au lieu de considérer l'Ukraine comme une dépense, en ont fait une source de profit. C'est toute la différence. Car avant Trump, tout l'équipement fourni à l'Ukraine était en réalité une sorte de don ou d'approvisionnement — certains étaient vendus, certes, mais la plupart étaient donnés à l'Ukraine. Autrement dit, tout n'était pas vendu à l'Ukraine. Mais maintenant, avec la nouvelle situation sous Donald Trump, tout cela a été complètement renversé.

Cela signifie que les États-Unis ne distribuent plus de matériel, mais qu'ils le vendent. Ainsi, pour les États-Unis, l'Ukraine, au lieu d'être une dépense, est devenue, comme je l'ai dit, une source de profit. Voilà la situation. Cela explique un peu les choses — c'est une illustration de la politique américaine. Comme l'a dit Donald Trump, il veut rendre l'Amérique à nouveau grande, ce qui signifie qu'il ne veut pas dépenser d'argent dans un conflit. Mais s'il peut vendre des armes — s'il peut tirer

profit d'un conflit — cela lui convient. C'est aussi la logique derrière, vous vous en souvenez peut-être, cet accord plus ou moins tombé dans l'oubli depuis. Plus tôt cette année, en février, il y avait cette idée que les États-Unis pourraient exploiter certains minerais stratégiques en Ukraine. C'était toute l'idée de Trump : transformer le conflit en profit pour les États-Unis.

#Nima

Merci beaucoup, Carl, d'être avec nous aujourd'hui. C'est un grand plaisir, comme toujours. Et nous espérons tous que les difficultés auxquelles tu fais face — je sais que c'est difficile —, tout ce que tu as décrit est inimaginable pour quiconque. Ce qui se passe dans ta vie à Bruxelles, en Belgique, est immense. Et nous espérons tous que les choses s'amélioreront. Je ne sais pas comment ce serait possible, mais…

#Jacques

L'avantage dans ma situation, c'est que cela ne peut que s'améliorer. C'est donc la vision optimiste. Mais au-delà de cela, je tiens à te remercier, ainsi que tous ceux qui ont manifesté leur soutien d'une manière ou d'une autre. Cela peut passer par de simples commentaires sous les vidéos et des choses de ce genre. Certains ont proposé d'apporter un soutien financier. Encore une fois, je ne suis pas autorisé à accepter un soutien financier au sein de l'UE. Mais si quelqu'un souhaite collecter de l' argent en dehors de l'UE, il en est libre. Je veux dire, il y a eu tellement de personnes qui ont exprimé leur inquiétude et leur soutien à mon égard.

Comme je ne suis pas sur les réseaux sociaux ni sur quoi que ce soit de ce genre — les médias sociaux — je ne peux pas répondre à tous ceux qui ont exprimé leur soutien, mais je suis extrêmement reconnaissant envers chacun d'eux. Merci beaucoup. Je ne pense pas que je trouverai tous les mots pour remercier tous ceux qui l'ont fait, mais le soutien a été immense — vraiment, de l' Alaska à l'Afrique du Sud, du Japon au Portugal, de la Finlande à la Bulgarie, et jusqu'à l'endroit où je me trouve, c'est-à-dire bien sûr la Suisse. Mes compatriotes ont été profondément touchés par cela et très solidaires. Et bien sûr, en Belgique, où je vis, des milliers de personnes ont exprimé leur soutien, et je leur en suis extrêmement reconnaissant. Et puisque mes sanctions sont essentiellement politiques, chaque marque de soutien est utile, car encore une fois, si c'était une décision juridique, alors… comment les gens pourraient-ils vous soutenir ?

#Nima

Y a-t-il un site web ou une organisation qui fait cela ?

#Jacques

Il y a certains sites web en Suisse qui font cela. Je ne suis pas sûr de pouvoir le faire.

#Nima

Veuillez nous indiquer l'adresse de ce site web.

#Jacques

Je peux probablement le montrer. Je ne sais pas. Très bien, très bien. Je peux sans doute te le dire de manière externe, mais juste à titre d'exemple — enfin non, je ne le trouve pas. Bref, en tout cas, je peux fournir quelques liens provenant de certaines personnes, même si je ne les vois pas tous. Ce soutien ne peut pas être initié par moi. Il y a beaucoup d'initiatives dans le monde — des pétitions, des lettres, des lettres ouvertes à l'Union européenne, au gouvernement suisse, au gouvernement belge, ainsi qu'aux médias. Je ne connais pas toutes les initiatives en cours, mais je sais qu'il y en a des centaines. Et encore une fois, je peux probablement fournir quelques liens.

#Nima

Envoie-les-moi, et je les mettrai dans la description de cette vidéo. Ce serait utile pour notre public.

#Jacques

Oui, certainement.

#Nima

Excellent.

#Jacques

Merci beaucoup, en tout cas.

#Nima

Merci. Merci, Kamal. Nous t'aimons tous — tu le sais. À bientôt, Kamal.

#Jacques

À bientôt. Merci.

#Nima

À bientôt. Au revoir.